

À l'intérieur

Acquis des
élèves : des
résultats
contrastés

Page 4

Le redoublement :
un enjeu de taille

Page 5

Égalité entre les
sexes et résultats
scolaires : retour
à la case départ

Page 6

Où sont passés
les manuels ?

Page 8

Le soutien
scolaire privé
menace l'EPT

Page 9

Les programmes
de prévention
du VIH et du
sida sont-ils
efficaces ?

Pages 10-11

La visualisation
des données

Page 12

Publications de
l'IIEP

Page 16

En quête de qualité : les données parlent



Le projet SACMEQ III
dévoile ses premiers
résultats

Demus K. Makuwa ▲ IIEP, Directeur par interim du Centre de coordination du SACMEQ
d.makuwa@iiep.unesco.org

Fidèle à son engagement de toujours en faveur d'une éducation de qualité, l'IIEP soutient, depuis sa création, en 1995, le Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation (SACMEQ). La mission du SACMEQ – qui rassemble 15 ministères de l'Éducation de la région¹ – consiste à mener des activités intégrées de recherche et de formation visant à multiplier les possibilités offertes aux planificateurs et aux chercheurs en éducation :

(a) pour bénéficier d'une formation aux compétences techniques requises pour piloter, évaluer et comparer les conditions générales de la scolarisation et la qualité de l'éducation de base ; (b) pour informer utilement les décideurs chargés de planifier la qualité de l'éducation. Depuis plus de dix ans, le gouvernement des Pays-Bas finance les activités de recherche et de formation du SACMEQ.

Fournir aux décideurs des informations tangibles

Ces activités sont menées sur un mode collaboratif d'apprentissage par la pratique. Ainsi, les planificateurs de l'éducation participent à toutes les phases du cycle de recherche sur les politiques éducatives, partant systématiquement de considérations générales pour aboutir à des problématiques de recherche précises : collecte et analyse des données, compte rendu et suggestions politiques, débats et plan d'action, mise en œuvre du programme en vue d'améliorer l'équité et la qualité de l'éducation.

Le SACMEQ a réalisé – à cinq et six ans d'intervalle – trois projets d'envergure sur les politiques éducatives afin de suivre les évolutions dans le temps. Le projet SACMEQ I, qui s'est déroulé de 1995 à 1998, concernait près de 1 000 établissements scolaires et 20 000 élèves de 6^e année du primaire dans sept pays. Le projet SACMEQ II, réalisé entre 1999 et 2004, couvrait près de 2 000 établissements scolaires et 40 000 élèves de 6^e année du primaire dans 14 pays².

Une initiative plus ambitieuse

Le projet SACMEQ III se distingue par sa portée et son ambition. Il vise essentiellement à collecter des informations susceptibles d'être utilisées dans les ministères de l'Éducation afin de suivre l'évolution (a) des conditions générales de scolarisation ; (b) des niveaux atteints en lecture et en mathématique par les élèves de 6^e année du primaire et leurs enseignants ; (c) des connaissances des élèves et des enseignants en matière de VIH et de sida. Les préparatifs pour la collecte des données ont commencé en 2006, avec la conception de l'étude, la mise au point des tests, les essais et les derniers ajustements apportés aux instruments d'enquête. La collecte de données s'est déroulée en 2007 auprès de quelque 60 000 élèves, 8 000 enseignants et 2 800 directeurs d'établissement.

Le modèle conceptuel du SACMEQ pour le pilotage et l'évaluation de la qualité de l'éducation repose sur une approche holistique de la qualité de l'éducation,

qui intègre des indicateurs, les processus et les résultats de l'éducation. Outre l'évaluation des résultats d'apprentissage, cela implique la collecte d'informations sur l'environnement scolaire (taille, emplacement, type d'établissement et ressources), les caractéristiques des élèves (âge, sexe, assiduité, redoublement, taille des fratries et contexte familial), des enseignants (âge, sexe, qualifications, matières enseignées, ressources en classe, comportement et perceptions) et des directeurs d'établissement (âge, sexe, qualifications, formation à la gestion et expérience). L'analyse des interactions entre ces variables a permis aux ministères de l'Éducation du SACMEQ et aux parties prenantes de piloter la mise en œuvre et de mieux harmoniser leurs actions. Faisant appel aux techniques les plus sophistiquées, les résultats du SACMEQ ont été exploités dans les plans éducatifs conçus par les ministères, servant de référence à plusieurs publications sur ces questions, dont le *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous*.

Premiers résultats

Ce numéro de la *Lettre d'information de l'IIPE* rassemble plusieurs thématiques importantes relatives aux politiques d'éducation examinées par le projet SACMEQ III – tels que les résultats des élèves en lecture et en mathématiques. Les réponses – complexes – amèneront le lecteur à s'interroger sur les raisons de l'amélioration de la qualité de l'éducation dans certains pays du SACMEQ, et de sa stagnation ou détérioration dans d'autres.

La plupart des pays du SACMEQ sont confrontés au problème du redoublement. Chacun sait pourtant que de nombreuses décisions prises à cet égard sont faussées par des perceptions arbitraires dans les écoles. L'égalité entre les sexes en matière de résultats scolaires a-t-elle progressé ? Les élèves ont-ils reçu les manuels dont ils ont besoin pour étudier ? Quels sont les enjeux du soutien scolaire privé dans le contexte de l'EPT ? Quelle est l'efficacité des programmes éducatifs de prévention du VIH et du sida face à la prévalence de la pandémie en Afrique subsaharienne ?

La synthèse des résultats proposée ici apporte des informations empiriques pour appuyer le processus décisionnel face aux



© IIPE

problématiques soulevées. L'un des aspects les plus originaux du projet SACMEQ III est qu'il fournit des données de référence sur ce que les élèves et leurs enseignants savent du VIH et du sida, et sur l'impact de la maladie sur le fonctionnement des établissements scolaires en Afrique australe et orientale.

D'autres résultats seront publiés en 2010 et 2011 sous forme de rapports nationaux, avant la sortie d'un rapport complet de portée internationale. ■

Pour plus d'informations sur le SACMEQ : www.sacmeq.org

¹ Les 15 « pays » membres sont les suivants : Afrique du Sud, Botswana, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, Seychelles, Swaziland, Tanzanie (continentale), Tanzanie (Zanzibar), Zambie et Zimbabwe. Pour simplifier la présentation des tableaux et textes, Zanzibar apparaît comme un pays distinct bien qu'il soit partie intégrante de la République Unie de Tanzanie. Deux ministères tanzaniens de l'Éducation participent donc au SACMEQ (Tanzanie continentale et Zanzibar).

² Pour plus d'informations sur les projets SACMEQ I et SACMEQ II, voir la Lettre d'information de l'IIPE, n° 1, janvier-mars 2006.

En quête de qualité : les données parlent	1
Éditorial : Vers une éducation de qualité pour tous	3
Acquis des élèves : des résultats contrastés	4
Le redoublement : un enjeu de taille	5
Égalité entre les sexes et résultats scolaires : retour à la case départ	6
Des écoles trop peu dirigées par les femmes	7
Où sont passés les manuels ?	8
Le soutien scolaire privé menace l'EPT	9
Les programmes de prévention du VIH et du sida sont-ils efficaces ?	10
La visualisation des données	12
Université d'été de l'IIPE	13
Les défis du financement de l'éducation de base	13
Développement des capacités : une expansion réussie	14
Programme d'activités	15
Manuel pour la planification de l'éducation en situations d'urgence et de reconstruction	15
Publications de l'IIPE	16

Vers une éducation de qualité pour tous

À l'issue d'une phase de collecte de données qui a impliqué 60 000 élèves, 8 000 enseignants et 2 800 chefs d'établissement dans les 15 pays membres, tous les ministres de l'Éducation du SACMEQ ont donné leur accord pour la diffusion des résultats du projet SACMEQ III.

Le tableau d'ensemble est plutôt contrasté. Certains ministres, dont le pays n'avait fait aucun progrès entre 2000 et 2007, ont fait preuve de courage en acceptant la publication des résultats, montrant ainsi leur formidable engagement en faveur de la transparence et de la réalisation de politiques fondées sur des données empiriques.

Ces résultats, aussi importants soient-ils pour des comparaisons nationales ou entre les 15 pays, ne suffisent pas en soi. Pour pouvoir concevoir des politiques adéquates, les hauts responsables de l'éducation doivent découvrir les raisons des écarts observés. Certains ministres envisagent déjà de demander à des universités et à des instituts de recherche de réaliser, à partir des résultats du SACMEQ, des études nationales à visée politique. Les instituts internationaux de recherche en éducation peuvent aussi apporter leur contribution, favorisant ainsi un rapprochement entre la recherche, les politiques et le développement.

La communauté internationale ayant accompli d'énormes progrès sur l'accès à l'éducation, l'attention se concentre maintenant sur une éducation de qualité pour tous. Les données recueillies grâce au travail systématique du SACMEQ depuis 15 ans, ainsi que la recherche sur les politiques éducatives qu'il continue de mener, suscitent un réel intérêt dans les milieux internationaux. Les membres du SACMEQ se félicitent d'avoir produit une recherche de cette qualité. L'IIPE se réjouit également d'avoir été un partenaire fondateur du SACMEQ et d'avoir contribué à ce travail méthodique – et à son succès – depuis 1995. ■

Un nouveau directeur pour l'IIPE



C'est pour moi un immense plaisir d'annoncer aux lecteurs de la *Lettre d'information de l'IIPE* la nomination, par la directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova, de Khalil Mahshi au poste de directeur de l'Institut le 3 août dernier. Khalil est bien connu des partenaires de l'IIPE. Comme chef de l'Équipe « Assistance technique et appui à la planification sectorielle » de l'IIPE, puis comme

directeur adjoint, il a contribué ces dix dernières années à l'excellente réputation de l'Institut.

La qualité du personnel de l'IIPE et de sa direction a fait la force de l'Institut tout au long de son histoire au service des États membres. En acceptant la recommandation du Conseil d'administration de nommer Khalil Mahshi à la direction de l'Institut – reconnu pour ses qualités de dirigeant et pour son expertise dans le domaine de l'éducation et de la planification – la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, poursuit cette tradition d'excellence. Je suis convaincu que le personnel, le Conseil d'administration et les partenaires de l'Institut apporteront à Khalil leur indéfectible soutien pour œuvrer ensemble à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UNESCO, qui sont aussi les nôtres.

Raymond E. Wanner
Président, Conseil d'administration de l'IIPE



Imprimé sur papier recyclé

La *Lettre d'information de l'IIPE* est publiée trois fois par an en anglais, en espagnol et en français, et deux fois par an en russe.

Les articles peuvent être reproduits sans autorisation préalable, à condition que la source soit citée.

Les appellations employées dans ce document n'impliquent aucune prise de position de la part de l'UNESCO ou de l'IIPE quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

Toute correspondance doit être adressée au :
Rédacteur en chef

Institut international de planification
de l'éducation (IIPE-UNESCO)
7-9 rue Eugène Delacroix,
75116 Paris, France

Tél : +33.1.45.03.77.00 Fax : +33.1.40.72.83.66
newsletter@iiep.unesco.org
www.iiep.unesco.org



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Institut international de
planification de l'éducation

Acquis des élèves : des résultats contrastés

Niveaux en lecture et en mathématiques : l'évaluation scientifique des tendances

Demus K. Makuwa ▲ IIPPE, Directeur par interim du Centre de coordination du SACMEQ
d.makuwa@iipep.unesco.org

Le projet SACMEQ offre cette caractéristique exceptionnelle de permettre aux systèmes éducatifs participants d'évaluer scientifiquement l'évolution dans le temps des résultats des élèves de 6^e année du primaire en lecture et en mathématiques. Ils peuvent également se livrer

à des comparaisons solides de performance entre systèmes similaires.

Les tendances

Entre 2000 et 2007, seuls cinq pays du SACMEQ ont enregistré une amélioration significative des résultats en lecture et en mathématiques tandis qu'un pays, le Mozambique, a connu une sévère dégradation des performances dans ces matières. Dans ce cas précis, le plongeon de plus de 40 points s'explique probablement par les changements structurels rapides qui ont touché le système éducatif pendant cette période, avec une augmentation massive des inscriptions en 6^e année du primaire, sans les moyens humains et matériels correspondants.

En revanche, la progression de plus de 40 points observée en Namibie, en 2007, pour les performances moyennes en lecture et en mathématiques pourrait être liée aux mesures prises par les autorités éducatives (alertées par la médiocrité des résultats obtenus lors des projets SACMEQ I et II) pour entreprendre des politiques d'amélioration de la qualité de l'éducation en priorité dans les six régions les moins performantes.

En termes de performance, six pays affichent de très bons résultats en lecture et en mathématiques en 2000 et 2007 – contre trois où les résultats sont nettement moins bons. Les six autres pays ont des résultats « en demi-teinte ».

Ces résultats illustrent la difficulté pour tous les pays de parvenir à équilibrer l'augmentation des inscriptions et l'amélioration de la qualité de l'éducation, l'un des objectifs de l'Éducation pour tous (EPT). ■

Niveaux et tendances des résultats des élèves pour les pays du SACMEQ

	Résultats des élèves en lecture		Résultats des élèves en mathématiques		
	2000	2007	2000	2007	
Afrique du Sud	492.3	494.9	486.1	494.8	▶
Botswana	521.1	534.6	512.9	520.5	▶
Kenya	546.5	543.1	563.3	557.0	▶
Lesotho	451.2	467.9	447.2	476.9	▲
Malawi	428.9	433.5	432.9	447.0	▲
Maurice	536.4	573.5	584.6	623.3	▲
Mozambique	516.7	476.0	530.0	483.8	▼
Namibie	448.8	496.9	430.9	471.0	▲
Ouganda	482.4	478.7	506.3	481.9	▼
Seychelles	582.0	575.1	554.3	550.7	▶
Swaziland	529.6	549.4	516.5	540.8	▲
Tanzanie	545.9	577.8	522.4	552.7	▲
Zambie	440.1	434.4	435.2	435.2	▶
Zanzibar	478.2	533.9	478.1	486.2	▶
Zimbabwe ¹	504.7	507.7	××	519.8	××
SACMEQ	500.0	511.8	500.0	509.5	▶

Notes :

▲ Augmentation de 10 points ou plus ▶ Changement négligeable (moins de ± 10 points) ▼ Baisse de 10 points ou plus

¹ Le Zimbabwe n'a pas participé au projet SACMEQ II (2000). Les valeurs grisées (pour la lecture) sont celles du projet SACMEQ I (1995).

Comment interpréter le tableau

Les résultats de la recherche sont tirés de tests reposant sur une analyse approfondie des programmes scolaires officiels, des plans de cours et des manuels utilisés dans les écoles. Grâce au recoupement d'items entre les tests, la théorie moderne de réponse à l'item (MRI) a été utilisée pour analyser les items et estimer les scores de réussite aux épreuves. Les scores obtenus ont été transformés pour que les résultats des élèves et de leurs enseignants dans les deux études puissent être placés sur une seule échelle avec un score moyen de 500 et un écart type de 100.

Pour examiner les niveaux de performance, un code de couleurs a été appliqué aux scores moyens afin de faire apparaître le niveau atteint par rapport à la moyenne globale de 500. Les chiffres en vert correspondent à un résultat supérieur ou égal à dix points de plus que la moyenne du SACMEQ, les chiffres en rouge à un résultat inférieur ou égal à dix points de moins ; les chiffres en noir traduisent des résultats similaires à la moyenne du SACMEQ (dans une fourchette de dix points). Afin de montrer l'évolution des performances, une flèche reprenant le même code de couleurs a été ajoutée dans le tableau pour résumer les changements de scores moyens entre 2000 et 2007 : une flèche verte signale une augmentation moyenne des performances de dix points ou plus, une flèche rouge une diminution moyenne de dix points ou plus ; une flèche grise signale un changement négligeable (en plus ou en moins) de moins de dix points.

Le redoublement : un enjeu de taille

Les taux de redoublement restent encore trop élevés

Njora Hungi ▲ IPE
n.hungii@iiep.unesco.org

La plupart des systèmes scolaires du SACMEQ connaissent des problèmes de redoublement – une réalité que confirment les résultats du projet SACMEQ III. Globalement, plus d'un tiers des élèves de 6^e année du primaire interrogés déclarent avoir redoublé au moins une fois. Environ 12 % redoublaient leur 6^e année lors de la collecte des données du projet SACMEQ III (2007).

Au-delà des fortes variations d'un pays à l'autre, les taux de redoublement restent globalement très élevés. Ainsi, dans cinq pays participant au projet SACMEQ III (Lesotho, Malawi, Mozambique, Ouganda et Swaziland), plus de la moitié des élèves de 6^e année ont déclaré avoir redoublé au moins une fois depuis le début de leur scolarité. Le nombre d'élèves redoublant leur 6^e année en 2007 était par ailleurs très important (en particulier à Maurice, en Ouganda et au Swaziland).

Pourcentage de redoublants en 6^e année du primaire dans les pays du SACMEQ en 2000 et 2007

	A redoublé au moins une fois			Est en train de redoubler sa 6 ^e année		
	2000	2007		2000	2007	
Afrique du Sud	42.3	28.5	▼	12.8	9.5	▼
Botswana	31.4	31.3	▶	5.5	5.2	▶
Kenya	64.1	48.2	▼	17.7	13.8	▼
Lesotho	60.8	51.7	▼	14.6	15.1	▶
Malawi	66.1	60.3	▼	12.5	15.6	▲
Maurice	18.7	22.3	▲	18.2	21.7	▲
Mozambique	78.2	59.6	▼	26.5	5.5	▼
Namibie	54.1	43.2	▼	15.9	17.2	▶
Ouganda	52.9	52.7	▶	22.7	27.7	▲
Seychelles	10.3	2.2	▼	2.6	0.3	▼
Swazilandia	59.3	56.4	▶	20.6	21.2	▶
Tanzanie	23.3	20.4	▶	6.6	1.5	▼
Zambie	51.5	33.6	▼	23.5	7.8	▼
Zanzibar	27.6	15.3	▼	4.7	3.1	▼
Zimbabwe ¹	39.9	31.4	▼	xx	8.5	xx
SACMEQ	45.8	37.1	▼	14.6	11.6	▼

Notes :

▲ Baisse significative (évolution souhaitable) ▶ Pas d'évolution significative ▼ Augmentation sensible

¹ Le Zimbabwe n'a pas participé au projet SACMEQ II (2000). Les valeurs grisées sont celles du projet SACMEQ I (1995).

Vers un recul du taux de redoublement

Signe encourageant, les niveaux de redoublement observés en 2007 sont en règle générale inférieurs à ceux de 2000. Ainsi, le pourcentage global d'élèves de 6^e année du primaire ayant redoublé au moins une fois a reculé de 8,7 % entre 2000 et 2007. Si cette évolution est bienvenue, les taux de redoublement restent bien trop élevés dans la plupart des pays du SACMEQ. Ce constat appelle des mesures politiques.

En matière de redoublement, de nombreuses décisions sont faussées parce qu'elles reposent sur des perceptions arbitraires dans les écoles et non sur des critères nationaux valables. Résultat, certains élèves (surtout dans les établissements les plus performants) redoublent alors qu'ils auraient pu passer dans l'année supérieure s'ils avaient fréquenté une école moins performante.

Dans les pays en développement, le redoublement est souvent justifié pour éviter de pénaliser les élèves les plus faibles par un passage automatique dans la classe supérieure. Mais les recherches ont montré que (a) « ni la promotion automatique, ni le redoublement ne constituent une solution aux problèmes des élèves les plus faibles » ; (b) « les remèdes possibles résident dans des opportunités d'apprentissage plus nombreuses et de meilleure qualité pour ces élèves » (Brophy, 2006). Une prise en mains précoce des élèves à risque par le biais de cours supplémentaires et une collaboration plus étroite avec les parents pour s'assurer qu'ils reçoivent soutien et encouragements à la maison figurent parmi les solutions. ■

Référence :

Brophy, J. 2006. *Grade repetition. Education Policy Series 6*. Paris : IPE-UNESCO.

Égalité entre les sexes et résultats scolaires : retour à la case départ

Mettre l'accent sur les résultats scolaires et non plus seulement sur l'accès et la participation à l'éducation

Mioko Saito ▲ IIEP
m.saito@iiep.unesco.org

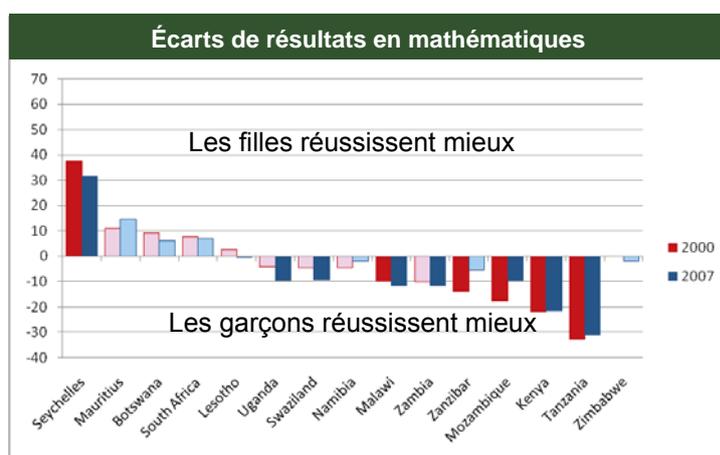
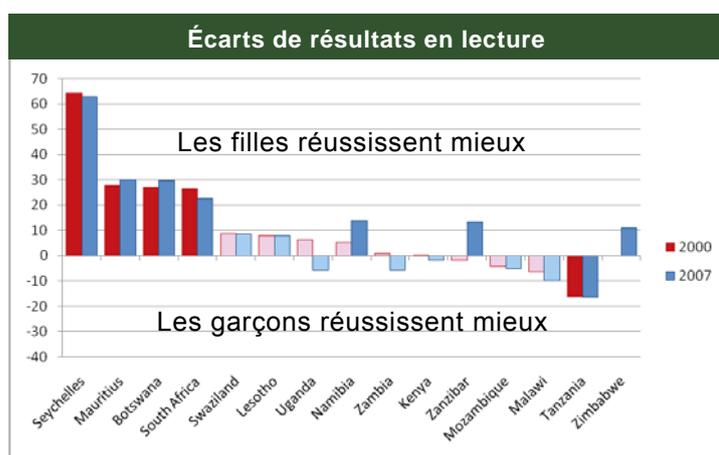
Les écarts de résultats d'apprentissage entre les filles et les garçons sont l'un des problèmes les plus sérieux identifiés par les décideurs du SACMEQ depuis le lancement du Consortium (Saito, 1998). Dans les pays industrialisés, les filles sont bien meilleures en lecture que les garçons et l'écart se creuse au fil du temps. En revanche, la forte domination des garçons en mathématiques cède du terrain (OCDE, 2009). Quelle est l'évolution des résultats des filles et des garçons de 6^e année du primaire en lecture et en mathématiques en Afrique australe et orientale entre 2000 et 2007 ?

Les données du projet SACMEQ III révèlent deux grandes tendances. Tout d'abord, le groupe de pays où les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons en lecture en 2000 est pratiquement le même qu'en 2007. Le même constat s'applique aux résultats en mathématiques, mais avec une inversion des tendances.

Deuxièmement, non seulement les écarts entre les sexes sont les mêmes entre 2000 et 2007, mais leur ampleur aussi, quels que soient les changements intervenus dans la moyenne globale de chaque pays. La stabilité des écarts de niveau en lecture et en mathématiques entre filles et garçons est remarquable dans tous les pays sur la période 2000-2007.

Bien que cela dépasse le cadre de cet article, des analyses approfondies et plus détaillées indiquent que l'amélioration raisonnable de

Écarts de résultats des filles et des garçons en lecture et en mathématiques, SACMEQ II (2000) et SACMEQ III (2007)



Comment interpréter les graphiques

Les pays sont classés en fonction de l'ampleur des écarts entre les sexes observés en 2000 pour chaque matière. Si l'écart est supérieur à deux fois la taille de l'erreur d'échantillonnage, l'intervalle de confiance de 95 % (couleurs foncées) est statistiquement significatif.

Les tests en lecture et en mathématiques utilisés par le SACMEQ en 2007, correspondent à des sous-ensembles de questions utilisées en 2000. Les tests de 2007 ont été reliés aux tests de 2000 à l'aide de la procédure d'ancrage du modèle de mesure de Rasch. Les scores générés en 2007 sont donc sur la même échelle que ceux produits en 2000 où, pour chacune des matières, la moyenne des scores de réussite des pays du SACMEQ a été fixée à 500 avec un écart type de 100. Les écarts entre les sexes ont été calculés en soustrayant les scores des garçons de ceux des filles. Un résultat positif indique donc que les filles surpassent les garçons alors qu'un résultat négatif indique la situation inverse.

l'égalité entre les sexes en termes de résultats scolaires ne concerne que les zones les plus favorisées (écoles urbaines et couches socio-économiques supérieures).

Les progrès sont donc très lents pour réduire l'inégalité entre les performances des filles et des garçons. Ces résultats doivent susciter un intérêt particulier chez les représentants des organisations internationales et des bailleurs de fonds, qui ont consacré des moyens et des efforts considérables à des programmes éducatifs variés, en vue de réduire les inégalités entre l'éducation des filles et des garçons. Désormais, il semble que les interventions liées au genre doivent être

axées non plus sur l'« accès » et la « participation », mais davantage sur les « résultats scolaires », en particulier dans les zones défavorisées.

Les raisons de l'absence et/ou de l'existence de disparités entre les résultats des filles et des garçons doivent être examinées plus en détail, tout comme les pratiques scolaires et l'environnement traditionnel dans lequel elles se déroulent. À cet égard, les ministères de l'Éducation des pays du SACMEQ ont encore de nombreux efforts à fournir. ■

Références :

OCDE. 2009. *Equally prepared for life? How 15-year-old boys and girls perform in school*. Programme for International Student Assessment (PISA). Paris : OCDE.
Saito, M. 1998. 'Gender vs. socio-economic status and school location differences in Grade 6 reading literacy in five African countries'. *Studies in Educational Evaluation*, 24(3), p. 249-261.

Des écoles trop peu dirigées par les femmes

Njora Hungi ▲ IIPE
n.hungi@iiep.unesco.org

D'après les résultats du projet SACMEQ III, environ un tiers des élèves de 6^e année du primaire fréquentent des écoles dirigées par une femme. Mais la proportion de directrices d'école est très variable d'un pays à l'autre. Ainsi, au Kenya et au Malawi, moins de 15 % des

élèves ont une directrice, alors qu'au Lesotho et aux Seychelles, ce chiffre dépasse les 75 %.

Dans certains systèmes scolaires, les directrices sont plus nombreuses en ville qu'à la campagne, mais pas au Botswana, au Kenya, au Lesotho, en Namibie, aux Seychelles ou au Swaziland, où ces différences sont peu perceptibles.

Les chefs d'établissement étant issus du corps enseignant, il serait normal que l'équilibre entre enseignants et enseignantes (environ 60 % de femmes tous pays confondus) se retrouve plus ou moins chez les directeurs.

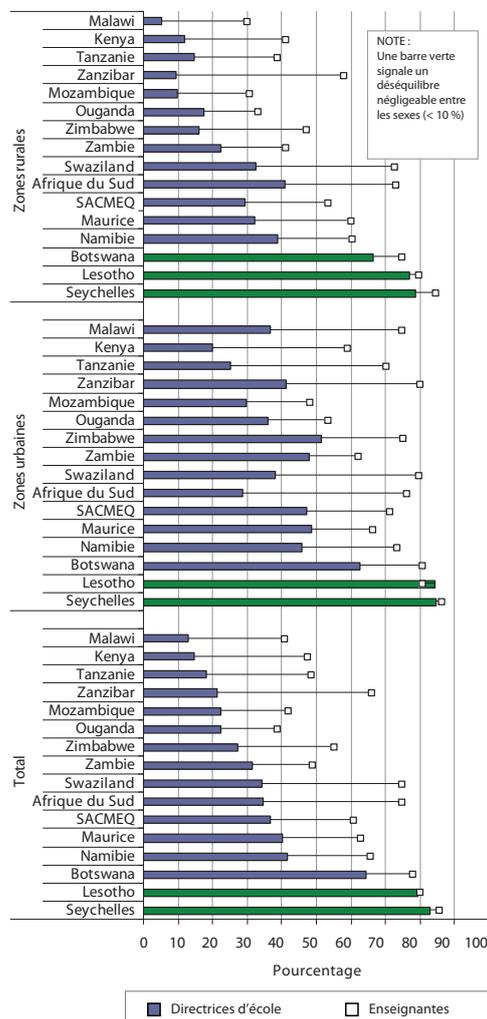
Or, cet équilibre n'existe qu'au Lesotho et aux Seychelles (et, dans une moindre mesure, au Botswana). Dans tous les autres pays du SACMEQ, l'écart entre hommes et femmes dans les écoles urbaines comme dans les écoles rurales est supérieur à 10 %. Il y a donc un déséquilibre très marqué dans l'allocation des postes de direction d'école en faveur des hommes dans 12 systèmes scolaires. ■

L'inégalité entre les sexes dans les postes de direction

Dans la plupart des systèmes scolaires, la direction des écoles reste l'apanage des hommes. Ce constat a des implications à deux niveaux : premièrement, les enseignantes peuvent être amenées à penser que leur sexe est un obstacle à leur avancement, ce qui peut les démoraliser ; ensuite, ces inégalités risquent d'envoyer un signal erroné aux élèves (filles et garçons) indiquant que les enseignantes sont incapables d'être des dirigeantes.

La solution passe probablement par un meilleur dialogue entre les différents protagonistes dans la gestion de la carrière des enseignants. ■

Pourcentage de femmes directrices d'école et de femmes enseignantes



Où sont passés les manuels ?

Les niveaux d'accès
aux manuels
scolaires varient
sensiblement d'un
pays à l'autre

Kenneth N. Ross ▲ Graduate School of
Education, University of Melbourne
k.ross@unimelb.edu.au

La maîtrise de la lecture est non seulement indispensable dans la vie, mais elle représente aussi la principale porte d'accès aux autres matières du programme scolaire. Quatre questions ont été posées aux élèves de 6^e année du primaire ayant participé aux projets SACMEQ II (2000) et III (2007) : (a) chaque élève a-t-il son livre de lecture ? ; (b) doit-il partager son livre avec un autre élève ? ; (c) doit-

il le partager avec deux autres élèves ou plus ? ; (d) est-ce que personne n'a de livre de lecture ?

Les résultats de 2007 mettent en évidence des situations très contrastées d'un pays à l'autre. Presque tous les élèves de 6^e année à Maurice et au Swaziland ont un manuel de lecture individuel, alors qu'ils sont très peu nombreux dans ce cas en Tanzanie. Dans les autres pays, le niveau d'accès aux manuels scolaires varie entre deux extrêmes : six pays ont un niveau moyen d'accès (environ la moitié des élèves a un livre personnel) et six autres ont un niveau bien plus faible (entre 15 % et 30 % des élèves ont un manuel par personne).

La situation est très préoccupante en Ouganda, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe puisqu'environ un élève sur cinq fréquente une classe dans laquelle aucun élève n'a de manuel scolaire.

Peu d'évolution en 7 ans

Seuls trois pays enregistrent des améliorations d'environ 10 % ou plus dans la mise à disposition d'un manuel par élève entre 2000 et 2007. Dans cinq pays, l'indicateur est en recul d'environ 10 % ou plus. La situation du Malawi est particulièrement inquiétante : le pays a enregistré une baisse de cet indicateur de pratiquement 30 % entre 2000 et 2007. Pour sept pays, l'évolution est négligeable.

Ces résultats sont assez décourageants comparés aux innombrables initiatives à grande échelle mises en œuvre et aux sommes d'argent engagées depuis des années pour concevoir, produire et distribuer des manuels scolaires dans la région. Dans la plupart des pays, en effet, le niveau d'accès des élèves de 6^e année du primaire à des livres de lecture semble très faible et, entre 2000 et 2007, ce niveau semblait soit stagner, soit se dégrader. ■

Accès aux livres de lecture pour les élèves de 6^e année du primaire

	% des niveaux d'accès en 2000				% des niveaux d'accès en 2007			
	Aucun manuel	Un manuel pour plus de 2 élèves	Un manuel pour 2 élèves	Un manuel par élève	Aucun manuel	Un manuel pour plus de 2 élèves	Un manuel pour 2 élèves	Un manuel par élève
Afrique du Sud	16.6	17.1	20.7	45.5	10.7	16.1	28.2	45.0
Botswana	2.3	5.7	14.6	77.4	3.8	11.1	21.7	63.4
Kenya	2.8	46.1	24.3	26.8	2.2	58.6	21.5	17.8
Lesotho	12.1	16.3	16.3	55.3	7.2	17.4	19.5	55.9
Malawi	4.5	23.8	14.7	57.0	7.9	55.5	9.5	27.1
Maurice	0.0	5.2	3.3	91.5	5.2	4.2	2.9	87.7
Mozambique	6.3	20.3	20.2	53.2	8.2	24.9	14.1	52.8
Namibie	5.1	18.1	30.1	46.6	5.6	31.1	31.3	31.9
Ouganda	20.6	52.8	11.9	14.7	20.4	47.6	14.5	17.4
Seychelles	8.0	17.0	28.1	47.0	3.6	6.7	47.4	42.3
Swaziland	5.8	4.1	15.9	74.2	0.0	0.6	0.2	99.2
Tanzanie	35.9	48.2	9.9	6.0	23.1	63.7	9.7	3.5
Zambie	14.0	44.2	27.5	14.2	17.2	39.4	20.3	23.1
Zanzibar	24.6	62.3	9.2	3.8	2.2	32.9	16.8	48.1
Zimbabwe	7.5	48.5	19.6	24.3	19.3	47.0	19.0	14.7
SACMEQ	11.1	28.7	17.8	42.5	9.1	30.5	18.4	42.0

Comment interpréter le tableau

Les tendances de l'accès aux manuels scolaires entre 2000 et 2007 sont résumées dans la dernière colonne du tableau par un code de couleurs appliqué aux pourcentages de 2007 : vert = amélioration marquée (autour de 10 % et plus) du pourcentage d'élèves de 6^e année ayant chacun un manuel entre 2000 et 2007 ; rouge = dégradation marquée (d'environ 10 % ou plus) ; noir = évolution négligeable.

Le soutien scolaire privé menace l'EPT

Le soutien scolaire privé semble creuser les inégalités entre écoliers du primaire

Laura Paviot ▲ Consultante en éducation
laura.paviot@yahoo.com

Selon le contexte, les cours supplémentaires peuvent servir différents objectifs. Dans certains pays, ces cours sont gratuits parce qu'ils sont assimilés à une « stratégie de rattrapage » financée par le ministère de l'Éducation, dans l'objectif d'aider les élèves qui rencontrent des difficultés d'apprentissage.

Dans d'autres cas, ils sont payants et font partie d'une « stratégie de renforcement » visant des élèves qui ont déjà de bons résultats scolaires mais souhaitent réussir l'examen national de fin du primaire, déterminant pour la suite. Dans ce cas, les principaux prestataires sont souvent les instituteurs qui prodiguent les cours à leurs propres élèves – pratique parfois considérée comme illégale, et dont les honoraires échappent à l'impôt.

Les résultats de recherche du SACMEQ montrent que dans les pays où le soutien scolaire privé est très répandu, il est fort probable que les inégalités socio-économiques s'aggravent : en effet, ce sont souvent les enfants de familles aisées qui ont les moyens de s'offrir ces cours.

La question du soutien scolaire préoccupe depuis longtemps les chercheurs africains, en raison de la menace qu'ils font peser sur la réalisation de l'EPT – qui vise à assurer une éducation de qualité à tous les élèves du primaire quel que soit leur milieu socio-économique.

Évaluer le soutien scolaire

Face à ces inquiétudes, les équipes du projet SACMEQ III ont décidé d'évaluer dans quelle mesure les élèves de 6^e année du primaire avaient accès au soutien scolaire privé. Pour l'ensemble des pays du SACMEQ, le chiffre est étonnamment élevé pour l'année 2007, soit un élève sur six environ (15,5 %). Les pays se classent en trois grandes catégories : (1) trois pays à « forte incidence », où 25 % à 75 % des élèves de 6^e année sont concernés (Kenya, Maurice et Ouganda) ; (2) quatre pays à « incidence modérée », avec un taux de 10 % à 15 % d'élèves concernés (Seychelles, Tanzanie, Zanzibar et Zimbabwe) ; (3) huit pays à « faible incidence », avec un taux inférieur à 10 %.

Sur la base de ces résultats, il a été décidé d'examiner de plus près les pays à forte incidence, afin de mieux cerner la nature de la scolarité privée : qui en sont les bénéficiaires ? Où est-elle dispensée et par qui ? Que font les élèves pendant les heures de soutien scolaire privé ? Quelle est la principale raison d'y adhérer ? ■

Élèves de 6^e année du primaire bénéficiant du soutien scolaire privé (en pourcentage)

	SACMEQ III (2007)
Maurice	74.6
Kenya	46.3
Ouganda	25.1
Zimbabwe	15.4
Tanzanie	14.3
Seychelles	11.6
Zanzibar	11.4
Mozambique	7.1
Zambie	6.1
Botswana	5.9
Malawi	4.5
Afrique du Sud	4.0
Namibie	2.9
Lesotho	2.5
Swaziland	1.1
SACMEQ	15.5

Référence :

Paviot, L., N. Heinsohn et J. Korkman, J. 2008. 'Extra tuition in Southern and Eastern Africa: Coverage, growth, and linkages with pupil achievement.' In: *International Journal of Educational Development*, 28(2), p. 149-160.

Les programmes de prévention du VIH et du sida sont-ils efficaces ?

Il est temps de procéder à un examen approfondi des programmes de prévention

Stéphanie Dolata ▲ IIEP
s.dolata@iiep.unesco.org
Kenneth N. Ross ▲ Graduate School of Education, University
of Melbourne
k.ross@unimelb.edu.au

Le projet SACMEQ III a élaboré une série innovante d'indicateurs sur le VIH et le sida et, en particulier, sur ce qu'en savent les élèves. Ils permettront d'obtenir de précieuses informations de référence pour les planificateurs et décideurs en charge de l'éducation qui veulent suivre et évaluer la qualité des programmes éducatifs de prévention du VIH et du sida actuellement proposés aux écoles primaires dans les 15 pays du SACMEQ.

Des connaissances limitées chez les élèves

Une première série de résultats fait apparaître des écarts substantiels entre les élèves de 6^e année du primaire des pays membres. Le niveau de connaissance va de « relativement élevé » en Tanzanie (avec un score moyen transformé de 576 et, respectivement, 70 % et 24 % des élèves atteignant le niveau de connaissance minimal et souhaitable) à un niveau « relativement faible » à Maurice (avec un score moyen transformé de 453 et, respectivement, 17 % et 2 % des élèves atteignant le niveau de connaissance minimal et souhaitable).

Mais le plus inquiétant, c'est la faiblesse générale du niveau de connaissance du VIH et du sida parmi les élèves de 6^e année : dans l'ensemble, seuls 36 % des élèves atteignent le niveau minimal et 7 % le niveau souhaitable. En outre, dans la plupart des pays, entre 20 % et 40 % seulement des élèves atteignent le niveau minimal et moins de 10 % le niveau souhaitable.

Les pouvoirs publics, les organisations internationales et les partenaires du développement, qui ont investi des sommes considérables dans les programmes éducatifs de prévention du VIH et du sida en Afrique, doivent absolument trouver des solutions à ce problème. Les élèves de 6^e année du primaire, dont la moyenne d'âge est de 13 ans et demi, sont très vulnérables et leur connaissance du VIH et du sida est manifestement inadaptée pour leur permettre d'éviter les comportements à risques. Ce résultat est inacceptable au regard du coût humain extrêmement élevé de l'infection par le VIH et des efforts massifs consentis pour mettre en place des programmes de prévention à grande échelle.

Des connaissances élevées chez les enseignants

Par contraste avec le niveau des élèves, une deuxième série de résultats montre que les enseignants de 6^e année du primaire des pays du SACMEQ connaissent bien le programme de prévention du VIH et du sida des écoles. Le score moyen transformé pour tout le groupe du SACMEQ est de 746, tandis qu'au niveau national, les moyennes s'échelonnent de 793 (moyenne la plus haute), au Kenya à 698 (moyenne la plus basse) à Maurice. Presque tous les enseignants des pays du SACMEQ sont parvenus au niveau minimal de connaissances et, dans la plupart des pays, 80 % à 95 % d'entre eux ont atteint le niveau souhaitable.

Un écart de connaissance inattendu et préoccupant

L'écart entre le niveau de connaissance très faible de la plupart des élèves et le niveau très élevé de la plupart des enseignants est préoccupant. C'est un résultat inattendu car les équipes de recherche du SACMEQ avaient présumé que si les enseignants avaient un bon niveau de connaissance sur le VIH et le sida, alors ils pourraient transmettre ce savoir à leurs élèves. De nouvelles recherches sont donc indispensables pour examiner et évaluer les causes de cette anomalie.

Il est désormais temps de lancer une étude et une évaluation exhaustives de tous les aspects touchant aux programmes éducatifs de prévention du VIH et du sida dans les écoles africaines. Il faut s'assurer que tous les enfants sortant du primaire ont bien acquis les connaissances de base requises pour savoir comment protéger leur santé et éviter les comportements risqués en matière de VIH et de sida. ■

Résultats des élèves et des enseignants de 6^e année du primaire au test de connaissance sur le VIH et le sida

	Élèves						Enseignants					
	Score transformé		A atteint le niveau minimal		A atteint le niveau souhaitable		Score transformé		A atteint le niveau minimal		A atteint le niveau souhaitable	
	Moyenne	EE*	%	EE	%	EE	Moyenne	EE	%	EE	%	EE
Maurice	453	5	17	2	2	1	698	6	98	1	63	3
Lesotho	465	4	19	1	5	1	751	8	99	1	82	3
Zimbabwe	477	5	30	2	4	1	785	7	99	0	93	2
Seychelles	488	2	25	1	3	0	789	3	99	0	95	0
Zambie	488	4	35	2	4	1	744	7	98	1	86	2
Ouganda	489	4	33	2	4	1	708	9	98	1	72	3
Botswana	499	4	32	2	7	1	782	6	100	0	93	2
SACMEQ	500	4	36	2	7	1	746	7	99	1	82	2
Zanzibar	501	3	38	1	4	0	657	5	94	1	45	3
Namibie	502	3	36	2	6	1	764	6	100	1	87	2
Afrique du Sud	503	4	35	2	8	1	781	6	100	0	93	2
Mozambique	507	6	40	2	8	2	741	7	99	1	81	3
Kenya	509	4	39	2	7	1	793	8	100	0	95	2
Malawi	512	5	43	2	9	1	714	9	99	1	72	4
Swaziland	531	3	52	2	4	1	759	7	100	0	89	2
Tanzanie	576	4	70	2	24	1	724	7	99	1	82	3

Comment interpréter le tableau

Le test de connaissance sur le VIH et le sida (HAKT) a été spécifiquement conçu à partir des programmes scolaires officiels en matière de VIH et de sida adoptés par les ministères de l'Éducation du SACMEQ. Les 86 items du test HAKT ont porté sur 43 questions au programme ayant trait aux « connaissances élémentaires requises pour protéger et préserver la santé ». Ces questions recouvraient cinq grandes dimensions : définition et terminologie ; mécanismes de transmission ; comportements d'évitement ; diagnostic et traitement ; mythes et préjugés.

Le test HAKT a été administré fin 2007 à quelque 60 000 élèves de 6^e année du primaire et à leurs enseignants dans plus de 2 500 écoles des 15 pays du SACMEQ. Les analyses ont révélé l'extrême fiabilité de cet instrument et son adéquation pour positionner les élèves et leurs enseignants sur une échelle commune de connaissance sur le VIH et le sida.

Les performances de chacun ont été résumées sous la forme de trois scores :

- scores transformés – scores gradués au test HAKT, transformés en une moyenne globale du SACMEQ de 500 et un écart-type de 100 ;
- scores de connaissance minimale – scores dichotomiques indiquant si la personne interrogée maîtrise ou non au moins 50 % du programme officiel évalué par le test HAKT ;
- scores de connaissance souhaitable – scores dichotomiques indiquant si la personne interrogée maîtrise ou non au moins 75 % du programme officiel évalué par le test HAKT.

* Erreur d'échantillonnage.

La visualisation des données

Frank van Cappelle ▲ IIPE
 vancappelle@gmail.com

Convertir les données en informations pour les décideurs

La communication et la diffusion inadéquates ou inadaptées de résultats constituent l'une des faiblesses identifiées dans l'utilisation des fruits de la recherche contribuant à la prise de décisions éclairées. StatPlanet est un logiciel de visualisation et de cartographie de données, conçu pour faciliter et améliorer leur communication et leur diffusion. Il propose une interface intuitive : explorer et présenter facilement et dans des formats variés les données du SACMEQ se fait par un simple clic. StatPlanet est disponible en ligne (diffusion des données via internet ou par le biais d'un intranet) et dans une version hors ligne (diffusion via une clé USB, un CD-Rom ou d'autres supports).

Il peut également servir à produire des visualisations pour des rapports ou des articles comme dans l'illustration ci-dessous qui fait

clairement apparaître la divergence entre le pourcentage d'élèves de 6^e année du primaire dont l'enseignant est une femme par rapport au pourcentage d'élèves de 6^e année fréquentant une école dirigée par une directrice (lire aussi à ce sujet l'article en page 7 de cette *Lettre d'information*).

Les options de visualisation

StatPlanet offre de multiples options de visualisation : diagrammes à barres, nuages de points, chronogrammes et cartes thématiques. Il est possible d'appliquer un code de couleurs en fonction de l'éventail des données.

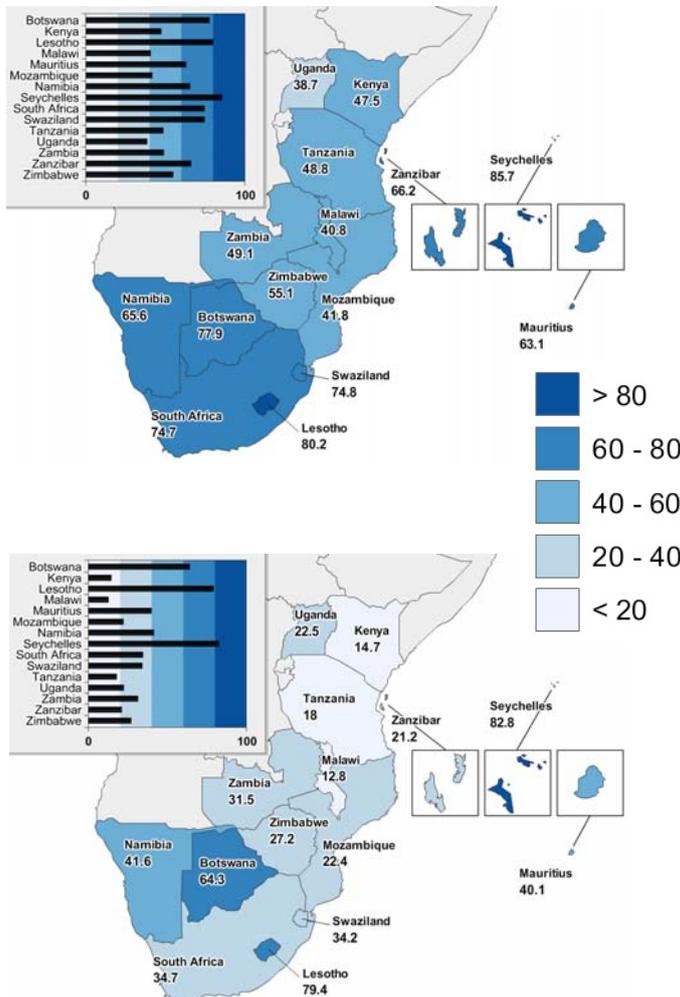
Les options de personnalisation

Les données peuvent être affichées à n'importe quel niveau administratif d'un pays ou d'une région, en important la carte pertinente dans StatPlanet. Le logiciel a été adapté pour visualiser les données du SACMEQ à deux niveaux d'agrégation : le niveau national et le niveau régional.

Pour l'importation de données, StatPlanet a intégré un éditeur de données en libre accès de type Excel. Le logiciel permet l'importation automatique de données dans toutes sortes de formats, quelle que soit leur structure. Les données du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) du SACMEQ et d'autres données de divers types ont ainsi pu être importées et visualisées sans perte. StatPlanet peut donc servir à diffuser rapidement des résultats, ce qui permet d'améliorer les relations entre la recherche et la politique, dans la mesure où plus les résultats sont connus tôt, plus l'intérêt des politiques sera important.

Les données du SACMEQ peuvent être consultées à travers StatPlanet sur le site web du SACMEQ (www.sacmeq.org). ■

Pourcentage d'enseignantes (en haut) et de directrices d'école (en bas) dans les pays du SACMEQ



Université d'été de l'IIEPE

Méthodes quantitatives de suivi et d'évaluation de la qualité de l'éducation

Por Yahoko Asai, Amath Camara, Adnane Daoudi, Chaiwat Kaewphanngam, Mohammad Azim Karbalai, Ibrahim Gibril Kargbo, Lomthandazo Mavimbela, Beatrice Muganda, Gabriel Obbo-Katandi, Rebeca Otero Gomes, Anandita Philipose, Shaunda Wood (participantes)

En pleine vague de chaleur, pendant que certains se prélassaient sur des plages tropicales, nous avons choisi de participer à l'université d'été de l'IIEPE qui s'est déroulée à Paris, du 28 juin au 9 juillet 2010... et nous ne le regrettons pas !

Les conférences et les travaux pratiques sur logiciels nous ont appris comment concevoir des études offrant des directives claires sur les politiques relatives à la qualité de l'éducation, comment élaborer des instruments de collecte de données permettant de mesurer de manière fiable les conditions de scolarisation et les résultats scolaires, comment utiliser des mesures scientifiques d'échantillonnage

pour réaliser des estimations quantifiables de caractéristiques essentielles d'une population, comment gérer et analyser les données, et établir des comptes rendus à des fins politiques. La palette de thèmes abordés en si peu de temps est impressionnante !

La visite de la directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova, a constitué l'un des temps forts de l'université. Elle a participé aux discussions sur les inégalités entre les sexes, les indicateurs scolaires et les questions de santé élaborées à partir des archives informatisées du SACMEQ.

Malgré la diversité des participants – professeurs d'université, spécialistes de l'éducation dans des organisations

internationales de développement ou dans les organismes de financement, fonctionnaires ministériels – chacun a apprécié la pertinence du cours et son utilité pour sa profession, notamment parce qu'il a replacé dans son contexte l'importance d'une recherche quantitative solide. Certains exploitent déjà ce qu'ils ont appris dans leur travail et ont même formé des chercheurs.

Nous tenons à remercier l'équipe de conférenciers de l'IIEPE en charge des questions d'équité, d'accès et de qualité, qui a partagé avec nous son expertise et son expérience en la matière. C'est pour nous un honneur que d'avoir pu aborder des perspectives si différentes à travers des interventions passionnantes. Nous sommes également plus convaincus que jamais de la nécessité d'entretenir notre réseau professionnel. ■

Pour plus d'informations sur l'université d'été de l'IIEPE 2010 : m.saito@iiep.unesco.org.

Les défis du financement de l'éducation de base

Réexaminer les solutions impliquant le secteur privé – Forum des politiques éducatives de l'IIEPE (9-10 septembre 2010)

Ilona Genevois ▲ IIEPE
i.genevois@iiep.unesco.org

New York a accueilli en septembre 2010 un Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Un événement crucial pour atteindre l'objectif, d'ici à 2015, de réduire de moitié le nombre de pauvres dans le monde, et un certain nombre d'autres objectifs liés à l'éducation. L'une des conclusions du Sommet fait part de la nécessité d'augmenter les financements pour accélérer la réalisation des OMD.

Dans un contexte où la communauté internationale envisage de nouvelles stratégies pour accroître les dépenses d'éducation, plus de 70 personnes ont pris part au dernier Forum des politiques éducatives de l'IIEPE, organisé à Paris les 9 et 10 septembre 2010. Les

participants – dont quatre ministres de l'Éducation, quatre secrétaires d'État et dix représentants d'organisations bilatérales bailleurs de fonds ainsi que des ONG, des décideurs institutionnels et des planificateurs de l'éducation de nombreux pays – ont discuté des enjeux actuels du financement de l'enseignement de base, en mettant l'accent sur les solutions issues du secteur privé.

Le financement public de l'éducation dans les pays en développement est généralement insuffisant. Les ressources de l'État sont donc souvent complétées par les contributions des partenaires au développement, par celles des ménages et des communautés, ainsi que des partenariats public/privé (PPP).

Les exposés et les débats du Forum ont clairement montré que les ménages étaient le premier partenaire des ministères de l'Éducation pour le financement de l'enseignement de base. Ils réagissent positivement lorsque leurs coûts éducatifs diminuent : les politiques de gratuité encourage donc la scolarisation des enfants. Par ailleurs, l'offre privée d'éducation prend de l'importance dans bon nombre de pays, soulignant peut-être les piètres conditions de scolarisation dans les établissements publics. En conclusion, le Forum a recommandé de faire de l'amélioration de la qualité dans les écoles publiques une priorité des gouvernements et de permettre aux PPP de jouer pleinement leur rôle dans l'éducation. ■

Développement des capacités : une expansion réussie



© IIEP

Nos partenaires

Les différents programmes de formation de l'IIEP ne pourraient pas être organisés sans le généreux soutien de nos nombreux partenaires, parmi lesquels des pays donateurs et des bailleurs de fonds internationaux et, plus spécifiquement :

- l'Autriche,
- la Flandre,
- la France,
- le Japon,
- la Norvège,
- la République de Corée,
- la Banque mondiale,
- l'Initiative de mise en œuvre accélérée (FTI),
- l'UNICEF,
- l'Union européenne.

Pour plus d'informations

sur les activités de formation de l'IIEP :

www.iiep.unesco.org

Patricia Dias Da Graça ▲ IIEP
p.diasdagraca@iiep.unesco.org

Les planificateurs de l'éducation d'aujourd'hui doivent, entre autres responsabilités, concevoir des processus de réforme de l'éducation, en prévoir les répercussions financières et relever le défi permanent de la décentralisation – tâches auxquelles l'IIEP s'efforce de les préparer via ses différents programmes de formation et, notamment, le Programme de formation approfondie (PFA), unanimement plébiscité.

Fin juin 2010, les 32 participants de la 45^e session du PFA (2009/2010), originaires de 23 pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et des États arabes, se sont retrouvés à la cérémonie de clôture de leur formation, scellant officiellement ainsi plusieurs mois d'étude et de partage d'expériences. La session 2010/2011 du PFA a démarré en septembre par la traditionnelle phase de formation dans les pays des participants, assurée à travers la plateforme d'enseignement à distance de l'IIEP. L'arrivée des participants à Paris a été marquée par l'ouverture officielle, le 4 octobre, de la 46^e session du PFA. La cérémonie a été suivie par une journée d'information organisée avec la Commission nationale française pour l'UNESCO.

Parallèlement à la formation dispensée à Paris, l'IIEP offre des cours à distance à l'intention de ceux qui ne peuvent se déplacer. En septembre 2010, près de 60 fonctionnaires de ministères de l'Éducation de six pays d'Afrique anglophone (Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Ouganda et Zanzibar) ont ainsi rejoint le dernier module d'une formation de 11 mois sur la planification du secteur de l'éducation.

Grâce à un partenariat avec des instituts de formation locaux, ce programme vise à renforcer les capacités des participants pour élaborer les plans de développement du secteur éducatif de leurs pays respectifs.

Les autres activités de formation

En 2010, l'IIEP a nettement renforcé ses formations à distance de courte durée, organisées autour de thématiques cruciales pour la gestion de l'éducation. Ces cours répondent à des besoins spécifiques de formation liés, notamment, au budget, à la gestion des ressources humaines ou aux statistiques. Près de 500 gestionnaires de l'éducation ont pu ainsi être formés. Dans l'objectif premier de développer les capacités institutionnelles, ces formations ont été proposées à des équipes composées par les États membres.

Par ailleurs, l'IIEP continue d'offrir des cours intensifs, organisés périodiquement à la demande d'équipes nationales chargées de la gestion de l'éducation. Ils se déroulent au plan régional autour de thèmes d'intérêt commun pour les institutions de la région concernée, ou bien dans le cadre de projets opérationnels dans un pays donné. ■

Programme d'activités

Octobre

20-22 octobre

Cinquième rencontre sur les systèmes d'évaluation de la qualité de l'éducation et cérémonie de clôture du cours sur la planification et la gestion des politiques et des programmes d'éducation

Brasilia, Brésil

Contact : lfumagalli@iipe-buenosaires.org.ar

28 octobre – 5 novembre

Séminaire en ligne « Intégrer les TIC dans l'éducation : le modèle 1-1 »

Organisé par FLASCO (Argentine) et l'IPE-Buenos Aires. Buenos Aires, Argentine

Contact : tlugo@iipe-buenosaires.org.ar

Novembre

8-10 novembre

Séminaire sur « Le rôle des politiques publiques et des réformes de gouvernance dans la gestion de l'enseignement supérieur » en Asie de l'Est et du Sud-Est

Hanoi, Viet Nam

Contact : m.martin@iiep.unesco.org

15-19 novembre

Formation des coordonnateurs du Pôle éducation du Groupe sectoriel sur l'éducation

Paris, France

Contact : l.macewen@iiep.unesco.org

22-24 novembre

Atelier sur « Accroître la transparence, la responsabilité et les mesures anti-corruption dans le secteur de l'éducation du Népal », organisé par le Centre de ressources anti-corruption, le DfID et AusAID
Katmandu, Népal

Contact : m.poisson@iiep.unesco.org

29 novembre – 17 décembre

Forum en ligne sur « Les systèmes d'information au sein des ministères de l'éducation »

Langue : Français

Contact : k.sylla@iiep.unesco.org

Décembre

8-10 décembre

Conseil d'administration de l'IPE

Paris, France

11-21 décembre

Analyse du secteur éducatif – Premier atelier du projet de planification provinciale dans le Nord Soudan

Karthoum, Soudan

Contact : e.suso@iiep.unesco.org

Janvier

31 janvier – 30 mars

Cours à distance sur la Réforme de l'inspection scolaire pour améliorer la qualité

Langue : anglais

Contact : s.mihoubi@iiep.unesco.org

Manuel pour la planification de l'éducation en situations d'urgence et de reconstruction (Guidebook for Planning Education in Emergencies and Reconstruction)

Anja Hopma ▲ IPE
info@iiep.unesco.org

Le monde doit garantir à ses enfants la sécurité et le développement, en assurant une éducation de qualité et non exclusive pour tous. Cet ouvrage entend aider les éducateurs à assurer l'éducation dans des zones touchées par un conflit ou par une catastrophe naturelle. Cette version révisée fait suite à la première édition, parue en 2006.

Lorsqu'une crise ou un conflit grave frappe un pays, les écoles sont souvent abandonnées ou détruites, privant les enfants de leur droit à l'éducation. L'Appel humanitaire 2010 du Bureau de coordination des affaires humanitaires (BCAH) des Nations Unies affirme, par exemple, que « 810 400 enfants, jeunes et apprenants adultes ne pourront pas bénéficier d'un accès équitable à l'éducation au Soudan, en 2010, perdant ainsi une occasion idéale d'édifier une culture de coexistence pacifique »¹. Les éducateurs doivent savoir comment intervenir pour atténuer les répercussions d'une catastrophe ou d'un conflit et s'y préparer. Il faut partager les informations sur la manière de réagir à une situation d'urgence et de maintenir, en dépit des circonstances, l'éducation. Ce manuel fourmille de conseils pratiques – pour le personnel des ministères de l'Éducation

mais aussi pour les ONG, les organes des Nations Unies et les agences bailleurs de fonds – sur les questions d'accès et d'insertion, d'enseignants et d'apprenants, de programmes et d'apprentissage ou encore de capacités de gestion. Chaque chapitre propose des stratégies, des instruments et des ressources qui se sont révélés utiles dans différents contextes d'urgence.

Cette version révisée a bénéficié de la collaboration de nombreux experts mondiaux de l'éducation. Deux chapitres ont été ajoutés, l'un sur la prévention des conflits et comment se préparer face à une catastrophe naturelle, et l'autre sur la technologie. Plusieurs chapitres ont par ailleurs été mis à jour pour intégrer les dernières évolutions de l'offre d'éducation en situations d'urgence : Ethnicité/affiliation politique/religion ; Enfants handicapés ; Espaces d'apprentissage et installations scolaires ; Enseignement libre et à distance ; Développement de la petite enfance ; Coordination et communication. Décrit par Eric Eversmann (Save the Children) comme une « référence indispensable » et « complète », ce manuel participe aux efforts de l'IPE pour partager les connaissances et les expériences acquises sur le terrain.

¹ <http://ochaonline.un.org/>

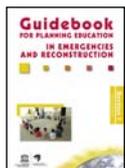
Publications de l'IIEPE

Toutes les publications de l'IIEPE sont téléchargeables gratuitement : www.iiep.unesco.org/information-services/publications

Éducation en situations d'urgence et de reconstruction

Guidebook for Planning Education in Emergencies and Reconstruction
Édition révisée, 2010, 5 volumes & CD-Rom. Publié en chinois (UNESCO Beijing) ; à paraître en espagnol.

Cet ouvrage entend aider les éducateurs à assurer l'éducation dans des zones touchées par un conflit ou une catastrophe naturelle. Suite à une première édition, parue en 2006, cette version révisée interactive peut être téléchargée gratuitement depuis le site web de l'IIEPE.
Prix : Édition papier & CD-Rom – 20 € ; CD-Rom – 12 €
Pour en savoir plus sur cette nouvelle édition du Guidebook, voir article page 15.



Réformer la gestion pour l'EPT

Renforcer le partenariat école-communauté : Bénin, Niger et Sénégal
par Candy Lugaz et Anton De Grauwe, avec Cheikh Diakhaté, Justin M. Dongbehounde et Ibo Issa, 2010, 168 p.



Ce travail propose des stratégies pour susciter des partenariats entre écoles et communautés, et pour impliquer davantage les différents acteurs concernés afin d'améliorer la gestion des établissements scolaires. Les auteurs s'appuient sur une recherche de terrain réalisée dans trois pays d'Afrique de l'Ouest, en collaboration avec des ministères de l'Éducation, des instituts de recherche et Plan International. Prix : 12 €

Rapports de recherche de l'IIEPE

Directions in Educational Planning: Report of an IIEP Symposium
par Mark Bray et N.V. Varghese, 2010, 78 p.



L'ouvrage revient sur les évolutions de la planification de l'éducation, actuelles et passées, et en retire des enseignements pour l'avenir. Plusieurs thèmes sont abordés, comme les liens et les différences entre macro- et micro-planification, les relations entre éducation, réduction de la pauvreté et développement, ou encore les différents aspects du financement national et international de l'éducation.

Principes de la planification de l'éducation

Séparer pour réussir? Les modalités de groupement des élèves
par Vincent Dupriez, Principes de la planification de l'éducation n° 93 2010, 102 p. Disponible en anglais.



Comment évaluer l'impact de la composition des classes sur les résultats scolaires ? L'auteur s'intéresse à la manière de former les classes dans une école, mais aussi aux critères qui présideront à la répartition des élèves. Il montre aussi l'intérêt que présentent les techniques de suivi/de sélection et de groupements selon les aptitudes dans tout système scolaire. Il pose également la question de l'égalité des chances et de l'influence que les élèves peuvent avoir les uns sur les autres – Le fameux *peer effect*. Prix : 15 €

Politiques et stratégies pour l'enseignement secondaire

Recent Trends in Technical Education in Latin America
Sous la direction de Claudia Jacinto, 2010, 206 p.

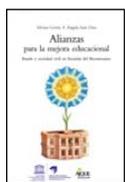


Cet ouvrage s'intéresse aux dernières évolutions dans les relations entre l'enseignement secondaire académique, l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et les compétences préparant à l'emploi en Amérique latine. L'analyse porte sur les changements d'approche, les obstacles et les progrès ainsi que sur les principaux défis. Prix : 12 €

IIEPE Buenos Aires www.iiep-buenosaires.org.ar

Alianzas para la Mejora Educativa. Estado y Sociedad Civil en Escuelas del Bicentenario

par Silvina Gvirtz et Ángela Inés Oría, 2010, 168 p.



Cet ouvrage présente les conclusions du projet argentin *Escuelas del Bicentenario* (Écoles du bicentenaire), qui cherche à améliorer la qualité des écoles dans un contexte de pauvreté. Il décrit l'expérience et les difficultés rencontrées au cours des quatre dernières années dans 132 écoles de six régions. Il examine les interactions entre les différents acteurs du secteur de l'éducation et propose d'établir une coopération avec l'État, principal garant et responsable du droit à l'éducation.

L'IIEPE dans la presse

Confronting the Shadow Education System: What government policies for what private tutoring?

par Mark Bray, 2009, 135 p., IIEPE/UNESCO. Prix : 20 € (à paraître en français)



« *Confronting the Shadow Education System* est un ouvrage essentiel qui, avec les précédents travaux de Mark Bray sur la question, devrait faire partie des références incontournables des décideurs et des chercheurs confrontés au développement du soutien scolaire. L'ouvrage opte pour une vision politiquement impartiale et géographiquement riche de la question, en partant du principe que, quel que soit le pays, le soutien scolaire a des avantages et des inconvénients. L'auteur recommande en définitive aux chercheurs et aux pouvoirs publics de se pencher sur ce phénomène pour pouvoir le réguler, de manière à en maximiser les avantages et à en minimiser les inconvénients ».

International Journal of Lifelong Education, Vol. 29, n° 3, 2010
Critique : Kristina Gandrud

Pour commander les publications de l'IIEPE : info@iiep.unesco.org